

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES,
DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU BENIN

DIRECTION GENERALE



RAPPORT D'ACTIVITES

2013

2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012

AVRIL 2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION	16
1. GESTION TECHNIQUE.....	16
1.1 Eau brute pompée	16
1.2 Eau traitée produite.....	18
1.2.1 Consommation d'intrants de l'eau brute.....	19
1.2.2 Qualité de l'eau distribuée	20
1.3 Ventes d'eau en volumes.....	20
1.4 Réseaux d'eau	22
1.4.1 Etendue du réseau.....	23
1.4.2 Performances du réseau d'eau.....	23
1.4.2.1 Rendement de production	23
1.4.2.2 Eau non comptabilisée (Rendement primaire ou taux de perte de distribution).....	24
1.4.2.3 Indice linéaire de perte dans les réseaux d'eau.....	26
1.5 Point des interruptions de fournitures d'eau.....	27
2. GESTION COMMERCIALE.....	28
2.1 Branchements réalisés	28
2.2 Le parc des abonnés.....	29
2.3 Le taux de desserte	31
3. EXÉCUTION DES PROJETS	32
4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	41
4.1 L'effectif	41
4.2 Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle	41
4.3 Répartition du personnel par Direction.....	41
4.4 Ages, ancienneté et pyramide des âges.....	42

4.5	Recrutement	42
4.6	Départ à la retraite	43
4.7	Mouvement du personnel par catégorie.....	43
4.8	Rémunération	43
4.9	Relations professionnelles, accords collectifs et conventions collectives.....	44
4.10	Relations avec les organisations syndicales et sociales	44
4.11	Relations avec les organisations syndicales et sociales	44
4.12	Régularisation de situations administratives.....	44
4.13	Formations	44
4.14	Elaboration des fiches de postes	45
4.15	Gestion des avancements	45
4.16	Conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.....	45
5.	GESTION FINANCIÈRE	47
5.1	Bilan.....	47
5.2	Compte de résultat.....	47
5.3	TAFIRE.....	Erreur ! Signet non défini.
5.4	Autres informations financières	48
5.4.1	Taux de Recouvrement	48
5.4.2	Délai crédit client.....	48
6.	AUTRES ACTIVITES MANAGERIALES	48
6.1	Audit interne et Inspection	49
6.2.	Planification et Etudes	49
	Au	50
6.3.	plan juridique et archivages	50
6.4.	Au plan du système d'information.....	51



6.5. Au plan du contrôle de gestion	51
CONCLUSION	53

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHES

Tableau 1 : Évolution des principaux indicateurs techniques et commerciaux de 2011 et 2012	12
Tableau 3 : Évolution et contribution par région de l'eau brute pompée	16
Graphe 1 : Evolution de l'eau pompée par Région.....	17
Graphe 2 : Evolution de l'eau pompée les cinq dernières années (millions m ³).....	17
Tableau 4 : Évolution et contribution par région de l'eau traitée refoulée	18
Graphe 3 : Evolution de l'eau traitée par Région.....	18
Graphe 4 : Evolution de l'eau traitée les cinq dernières années (millions m ³).....	18
Tableau 5 : Évolution des consommations d'intrants de 2011 à 2012	19
Tableau 6 : Taux de conformités des analyses bactériologiques	20
Tableau 7 : Evolution des ventes par Région.....	21
Graphe 5 : Evolution des ventes les cinq dernières années (millions m ³).....	21
Tableau 8 : Evolution des consommations moyennes par clients.....	22
Tableau 9 : Evolution de la longueur du réseau par région	23
Tableau 10 : Rendement du réseau de production par région.....	24
Tableau 11 : Evolution de l'ENC par région.....	25
Tableau 12 : Indice linéaire de perte (ILP) des réseaux d'eau (m ³ /j/km)	27
Tableau 16 : Nombre et durée des interruptions au niveau des usines d'eau	27
Tableau 17 : Evolution des ventes en montant par région (TTC en millions FCFA)... Erreur ! Signet non défini.	
Tableau 13 : Evolution des branchements par régions.....	28
Tableau 14 : Évolution du parc des abonnés facturés.	30
Graphe 8 : Proportions régionales du nombre de clients.	30
Graphe 9 : Evolution du parc clientèle les cinq dernières années.....	31
Tableau 15 : Évolution du taux de desserte	31

<i>Tableau n° 16</i> : Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle.	41
<i>Tableau n° 17</i> : Répartition de l'effectif par structure.	41
<i>Graphe 10</i> : Pyramide des âges des agents SONEB au 31 décembre 2012.....	42
<i>Tableau n° 18</i> : Départs du personnel par catégorie.	43

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
BEI	:	Banque Européenne d'Investissement
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DNCMP	:	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DE	:	Diamètre Extérieur
DRAB	:	Direction Régionale d'Abomey-Bohicon
DRCO	:	Direction Régionale de Cotonou
DRLO	:	Direction Régionale de Lokossa
DRNA	:	Direction Régionale de Natitingou
DRPA	:	Direction Régionale de Parakou
DRPO	:	Direction Régionale de Porto-Novo
EIE	:	Etude d'Impact Environnemental
FD	:	Fonte Ductile
GiZ	:	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
KfW	:	Kreditanstalt für Wiederaufbau
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
PEHD	:	Poly-Ethylène Haute Densité
PVC	:	Polychlorure de Vinyle
SONEB	:	Société Nationale des Eaux du Bénin

FICHE SIGNALÉTIQUE

Désignation : Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)

Adresse : 92, Avenue du Pape Jean Paul II, 01 BP 216 RP Cotonou, Bénin

Tél. : (229) 21.31.62.58 / 21.31.22.72 Fax : (229) 21.31.11.08

E-mail : info@soneb.com, Site Web : www.soneb.com

Statut juridique : Société Anonyme Unipersonnelle / Entreprise publique

Capital social actuel : 1 Milliard F CFA

Objet social : Production et distribution d'eau potable en milieu urbain et périurbain ainsi que évacuation et traitement des eaux usées au Bénin

Conseil d'Administration : Il est composé de sept membres que sont :

- M. *Emile Louis PARAÏSO*, Président, Représentant du Ministre de L'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables ;
- M. *Latifi Adjassa BADIROU*, Représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- M. *Comlanvi KPOLEDJI*, Représentant du Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective ;
- M. *Richard Dèdènou OUSSOU*, Représentant du Ministre de la Santé ;
- M. *Patrice Comlan HOUSSOU GUÈDÈ*, Représentant de l'Association Nationale des Communes du Bénin ;
- M. *Bernard DOSSOU DOSSA*, Représentant de l'Association des Consommateurs ;
- M. *Arsène AÏKO*, Représentant le Personnel.

Commissariat aux comptes

- M. *Johannes DAGNON*, FIDUCIAIRE D'AFRIQUE
- M. *Pierre BRUN*, AUDIT FINANCE CONSEIL

Directeur Général : David BABALOLA

Potentiel productif : 124 milliards FCFA

Effectif : 701 agents

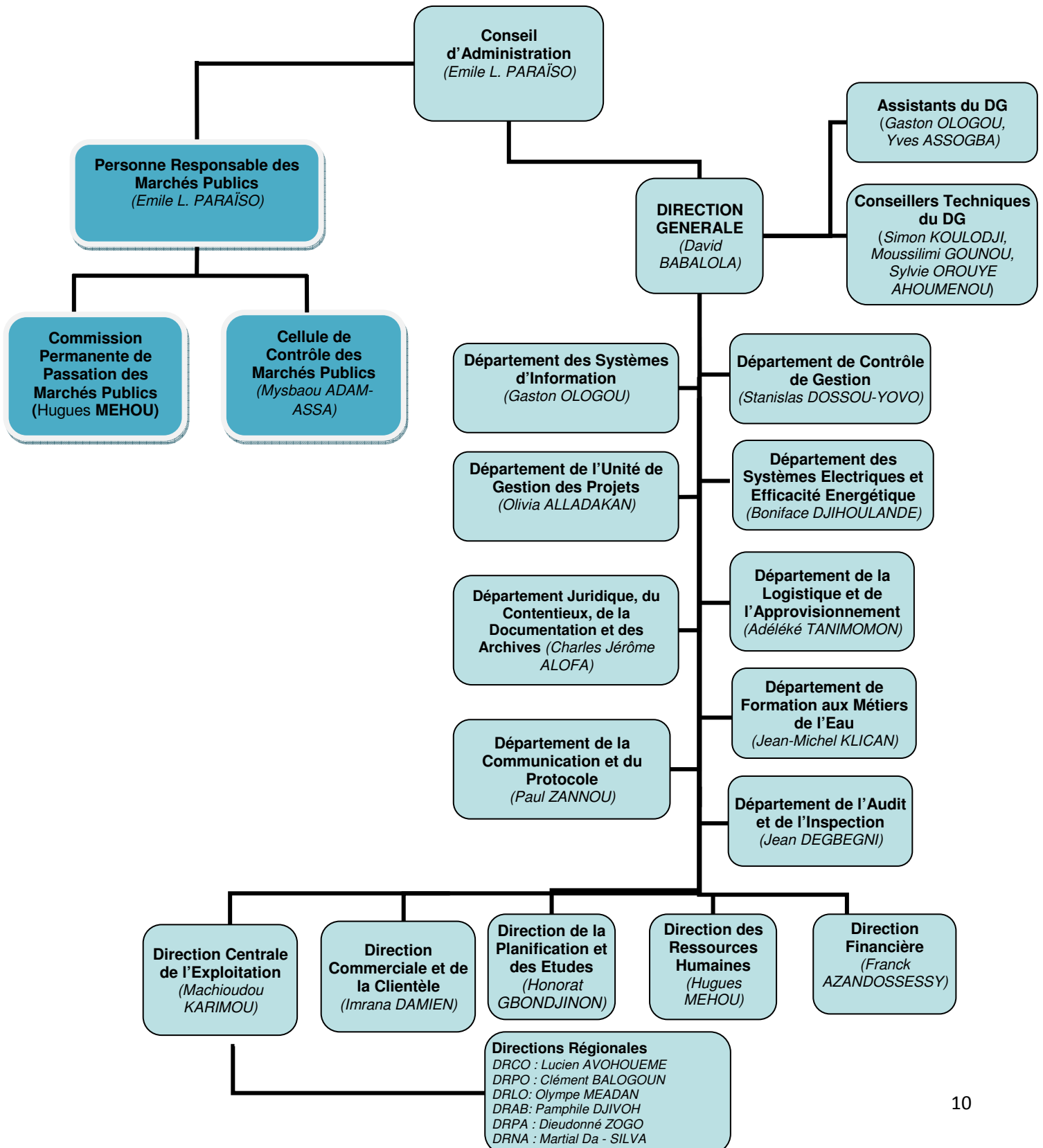
Clients actifs : 197.020 abonnés

Ventes d'eau : 32,88 millions m³

Chiffre d'affaires (*provisoire*): 17,29 Milliards FCFA

Résultat net (*provisoire*) : +3,091 milliards FCFA.

ORGANIGRAMME CENTRAL



NOTE DE SYNTHÈSE

Les résultats produits par les différents secteurs d'activités, objet du présent rapport renseignent sur le niveau de l'atteinte des objectifs que la SONEB s'est fixés au titre de l'année 2013.

L'année 2013 a été caractérisée par la mise en application de la Convention Collective Particulière de la SONEB destinée à la sauvegarde des intérêts de l'entreprise et des travailleurs dans une approche d'amélioration de la performance sociale et économique.

La Direction Générale a poursuivi la prise et surtout l'exécution de décisions de gestion hardies pour lever certains freins au développement de l'entreprise ainsi que certains dysfonctionnements datant de plusieurs années. Ainsi en 2013, les plus grandes réalisations sont :

- La mise en application du nouveau mode de facturation au double effet d'une gestion plus équitable des différentes catégories de client, et d'une meilleure couverture des charges d'exploitation qui est un objectif stratégique de l'entreprise;
- L'élaboration et l'attribution des Contrats d'Objectifs de Performance aux Directeurs Régionaux et Centraux qui les ont déclinés aux Chefs Services et Secteurs ;
- L'application de Convention Collective des travailleurs de la SONEB, la 1^{ère} depuis la création de la société il y 10 ans ;
- le traitement et le règlement du dossier de bonification d'échelons à certains agents ;
- le recouvrement d'une grande partie des créances sur l'Administration Centrale relatives aux factures de consommation d'eau cumulées au 31 décembre 2012 ;
- la poursuite du règlement des échéanciers du contrat relatifs à l'indemnité de fin carrière (IFC), à laquelle bénéficient déjà les agents admis à la retraite depuis 2013 ;
- Le démarrage effectif des activités du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) après sa réhabilitation à l'image d'un centre moderne de référence dans la sous région ;

- Une meilleure communication à l'endroit de la clientèle et des tiers à travers le nouveau site web de la soneb et les contrats de partenariats avec les mass-médias locaux.

Outre ces grandes actions marquantes, cette note de synthèse présente le point des activités techniques relevant des exploitations régionales et des projets exécutés, l'implication du Contrôle de Gestion, des ressources humaines et du management ainsi que les principaux indicateurs de la gestion financière réalisés à la SONEB en 2013.

Dans le souci d'offrir une meilleure visibilité et permettre d'apprécier l'évolution historique des indicateurs, les résultats de 2013 sont présentés en parallèle avec ceux obtenus en 2012.

Tableau 1 : Évolution des principaux indicateurs techniques et commerciaux de 2013 et 2012

Indicateurs technico-commerciaux	Réalizations		
	Evolution 2013/2012	2013	2012
Branchements réalisés	15,52%	13 868	12 005
Extension de réseau (km)	59,82%	153 547	96 075
Nombre d'abonnés actifs	6,31%	197 020	185 333
Taux de desserte (%)	5,64%	67,01%	63,43%
Eau produite refoulée (millions m ³)	-2,08%	43,14	44,05
Eau vendue (m ³)	0,92%	32,88	32,58
Durée moyenne des interruptions d'énergie électrique sans relai de secours énergétique (mn)	55,90%	105	67
consommation spécifique énergie totale kwh/m ³	1,31%	0,533	0,526
Taux d'eau non comptabilisée (%)	-8,71%	23,77%	26,04%

La clientèle s'est accrue de 6% entre 2012 et 2013, pour atteindre 197.020 abonnés actifs à fin décembre 2013. Cette augmentation résulte de l'extension du réseau d'eau de 154 km et la réalisation d'environ 13.900 branchements. Le nombre de résiliation nette de contrats d'abonnement des mauvais payeurs enregistrée en 2013 dont l'ampleur a diminué en 2013 (2200 contre 5500 en 2012) n'a pas permis d'accroître plus substantiellement le niveau du parc abonnés. La poursuite quoique modérée des

actions de recouvrement en 2013 participe de l'assainissement du portefeuille client et de la rupture avec la saignée financière entraînée par les massifs impayés sur les factures de consommation.

Les extensions de réseau d'eau et les nouveaux branchements sont en nette augmentation en 2013 par rapport à 2012, grâce à la mesure d'exécution des demandes de branchement en instance, devenue récurrente sur les deux derniers mois de chaque année depuis 2011. Les branchements en instance à fin décembre 2013 sont de 413 contre 1054 à fin 2012. Sauf cas de rupture irrémédiable de matériels, les exploitations régionales doivent éviter d'attendre la fin d'année pour exécuter massivement les demandes de travaux afin de maximiser la portée des consommations de ces clients sur le chiffre d'affaires.

Concernant l'extension du réseau, l'accroissement de 60% résulte essentiellement de l'extension sur projet réalisée à l'agence de Pobè.

Il en résulte un taux de desserte en eau potable pour les zones urbaines et péri-urbaines de 67% en 2013 contre 63% en 2012, soit un saut qualitatif de 4 points. Pour de l'objectif de 75% de taux de desserte fixé pour les OMD 2015, soit 8 points en deux ans, tous les acteurs (Etat Béninois, PTF et la SONEB elle-même) se mobilisent pour cet impérieux rendez-vous stratégique, à travers d'importants projets pour la réalisation de milliers de branchements promotionnels qui démarrent dès 2014.

Nonobstant une baisse de la production d'eau potable de 2%, les ventes d'eau ont légèrement augmenté en 2013 par rapport à 2012 de 1%. Elles s'établissent à environ 43 millions de m³ pour l'eau produite et 33 millions m³ pour l'eau vendue, et dégagent un taux d'eau non comptabilisée de 23,77%. L'ENC est en nette amélioration par rapport à 2012 de deux points.

La baisse de la production est essentiellement due au délestage intensif et généralisé d'énergie électrique ayant affecté toutes nos exploitations régionales. En effet, malgré ses efforts de doter les exploitations de secours énergétique à des coûts dépassant toute compétitivité, la SONEB n'a pu éviter les douleurs de l'insuffisance quantitative et qualitative de l'énergie électrique. Ainsi environ 1,5 million de m³ d'eau n'ont pu être produits du fait de ce délestage ; ce qui amène la production potentielle à 44,5 millions de m³.

La consommation spécifique de l'énergie est de 0,533 kwh/m³ en 2013 contre 0,526 kwh/m³ et ne satisfait pas l'objectif d'efficacité attendue des résultats de l'audit énergétique. La mise en œuvre des recommandations démarrée en 2013 doit être accélérée pour inverser cette tendance.

Au regard de ces résultats et dans le souci de rendre la société encore plus performante, Il convient de mener diligemment les actions ci-après :

- Accélérer l'acquisition et l'installation des débitmètres au niveau des sites de production;
- remplacer les compteurs âgés existant chez les abonnés, en vue d'améliorer le comptage ;
- poursuivre les actions de maintenance préventive afin de stabiliser les pertes ;
- faire un contre relève annuelle par du personnel extérieur, afin de fiabiliser davantage les relèves.

Tableau 2 : Évolution des principaux indicateurs des ressources humaines et financières de 2012 à 2013.

Indicateurs des ressources humaines et financières	Réalizations		
	Evolution 2013/2012	2013	2012
Effectif	-3%	701	721
Nombre d'abonnés actifs	6%	197 020	185 333
Productivité physique (effectif / 1000 abonnés)	-9%	3,56	3,89
Masse salariale/Valeur ajoutée	3%	39%	38%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	3%	17 289	16 779
Charges de personnel (en millions FCFA)	9,9%	5 160	4 697
Résultat d'exploitation (millions FCFA)	62%	612	378
Résultat net (millions FCFA)	43%	3 091	2 167
Délai crédit client (nombre de jours de chiffres d'affaires)	-28%	227	314

Le ratio de productivité physique est passé de 3,89 en 2012 à 3,56 en 2013 et se justifie essentiellement par l'accroissement de la clientèle, en l'absence de nouveaux recrutements.

Quant au chiffre d'affaires, il s'est accru de 3% en 2013 par rapport à 2012 composé essentiellement des ventes d'eau à 85%. Cependant, il a été réalisé à 82% des prévisions de l'année. Cette insuffisance de résultat se justifie d'une part, par la non application des nouveaux tarifs de vente prévus pour 2013. La réforme pratiquée à travers le nouveau mode de facturation sur quatre (4) mois seulement (à partir de

septembre 2013) donne un prix moyen borné de 493 FCFA/m³ contre 452 FCFA/m³ sur toute l'année. Le chiffre d'affaires virtuel aurait été de 18,76 milliards FCFA si le nouveau mode de facturation était appliqué sur toute l'année. En sus du facteur prix ayant inhibé le chiffre d'affaires, l'effet quantité lié à la vente manquée du fait de la sous production évoquée plus haut par l'insuffisance quantitative et qualitative de l'énergie, est tout aussi considérable.

Le ratio masse salariale / valeur ajoutée est de 39% en 2013 contre 38% en 2012, soit un renchérissement de 3%. L'application partielle de la nouvelle Convention Collective en 2013 et le règlement des situations administratives du personnel en l'occurrence la régularisation des bonifications de 64 agents, sont les causes essentielles de l'augmentation de la masse salariale (11,5%). Une estimation faite en fonction du chiffre d'affaires virtuel donnerait un ratio masse salariale / valeur ajoutée de 35,6%.

Le résultat d'exploitation est de 612 millions FCFA en 2013 contre 378 millions en 2012. Cette hausse s'explique par une diminution plus importante des charges d'exploitation (6%) que les produits d'exploitation (5%).

Le résultat net bénéficiaire est passé à 3,09 milliards de FCFA en 2013 contre 2,17 milliards de FCFA en 2012, soit un accroissement significatif de 62%. Cette amélioration du résultat net provient de la hausse importante des produits hors activités ordinaires en 2013, en l'occurrence la reprise des subventions d'investissement (42% par rapport à 2012).

Le délai crédit client est passé à 227 jours de chiffre d'affaires en 2013 contre 314 jours en 2012, en diminution de -28%. Cette diminution qui fait l'équivalent d'environ 5 milliards de FCFA en moins par rapport aux créances de 2012, résulte d'une remarquable prouesse enregistrée au titre des impayées de facture de consommation d'eau de l'Administration Centrale. Des efforts sont aussi notés dans les exploitations régionales au titre des impayés sur les factures hors Administration Centrale.

INTRODUCTION

Poursuivant inlassablement sa mission d'alimenter en eau potable les populations urbaines et périurbaines du Bénin, la SONEB s'est fixée des objectifs ambitieux au regard des orientations stratégiques projetées dans le Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise 2012-2016, le Plan Directeur Eau, le Contrat Plan avec l'Etat pour la période 2011-2013 et le budget annuel, exercice 2013.

Comme il est de tradition en respect du principe de reddition des comptes, le Département Contrôle de Gestion dans ses attributions de suivi des performances, élabore le présent rapport d'activités qui prend en compte les résultats de la gestion technique et commerciale, de l'exécution des projets, de la gestion des ressources humaines et financières ainsi que des progrès réalisés dans le cadre du management de l'entreprise.

Le présent rapport a pour but d'apprécier, à chaque niveau, les performances de l'entreprise, de relever les dysfonctionnements et de ressortir les solutions de préservation et d'amélioration des équilibres de la société. Il est un vivier privilégié d'informations pertinentes aux Partenaires Techniques et financiers, à l'Etat Béninois ainsi qu'aux autres structures vitales de l'Administration publique et privée.

1. **GESTION TECHNIQUE**

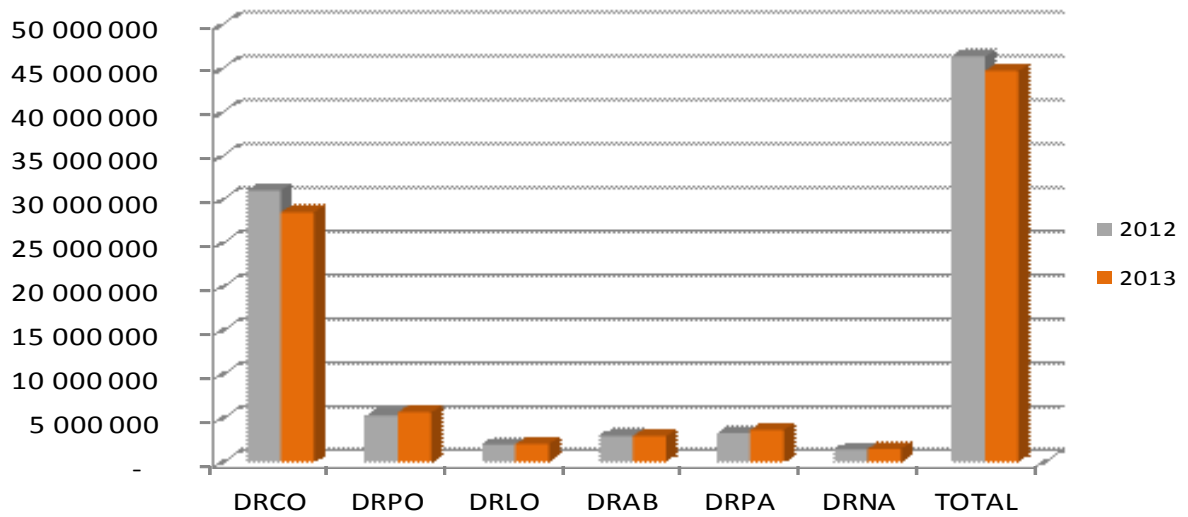
1.1 Eau brute pompée

L'eau brute pompée en 2013 est de 44,71 millions de m³ contre 46,33 millions de m³ en 2012, soit une diminution de 3,5 % contre un objectif de 4,5% en hausse pour l'année 2013. Les causes de ce revers de fortune, essentiellement liée à l'insuffisance de l'énergie électrique sont présentées plus haut. La contribution et l'évolution par région sont présentées dans le tableau ci-après :

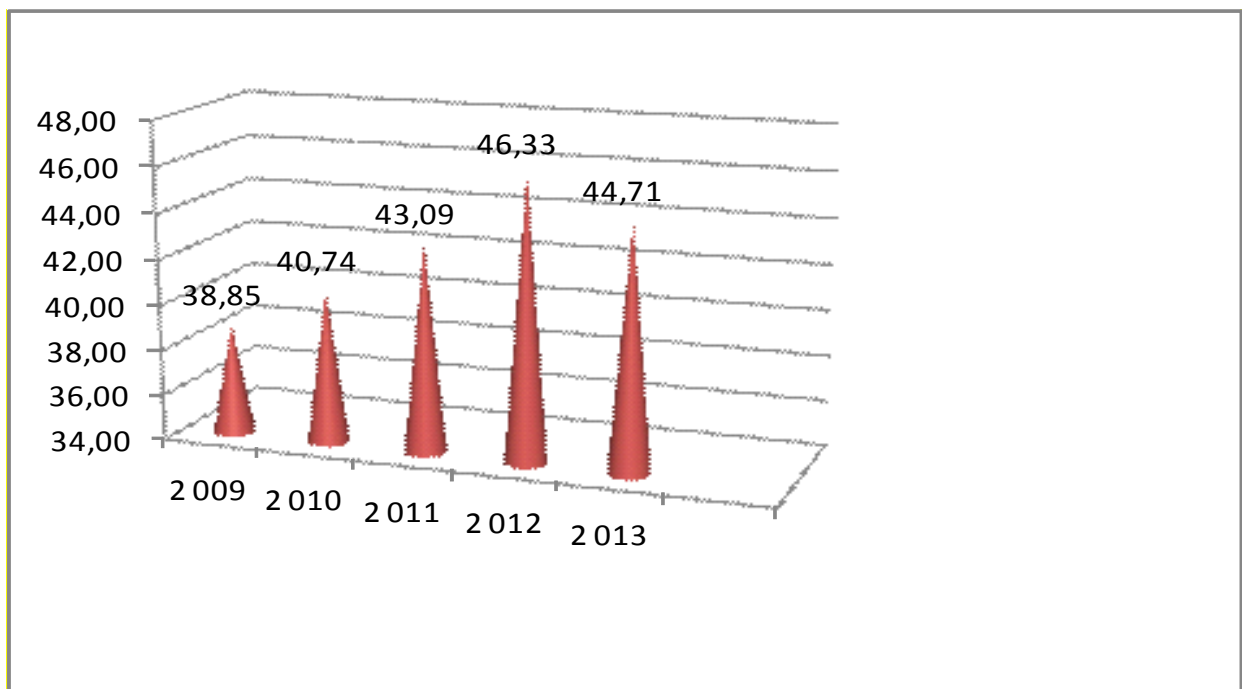
Tableau 3 : Évolution et contribution par région de l'eau brute pompée

Régions	Production eau brute m3		Evolution 2013-2012	Contribution de chaque DR %	
	2012	2013		2012	2013
DRCO	31 046 596	28 552 071	- 8,03	67,01	63,86
DRPO	5 365 198	5 749 324	7,16	11,58	12,86
DRLO	2 041 583	2 110 831	3,39	4,41	4,72
DRAB	3 039 590	3 020 997	- 0,61	6,56	6,76
DRPA	3 372 482	3 718 528	10,26	7,28	8,32
DRNA	1 469 057	1 560 742	6,24	3,17	3,49
TOTAL	46 334 506	44 712 493	- 3,50	100	100

Graph 1 : Evolution de l'eau pompée par Région.



Graph 2 : Evolution de l'eau pompée les cinq dernières années (millions m³).



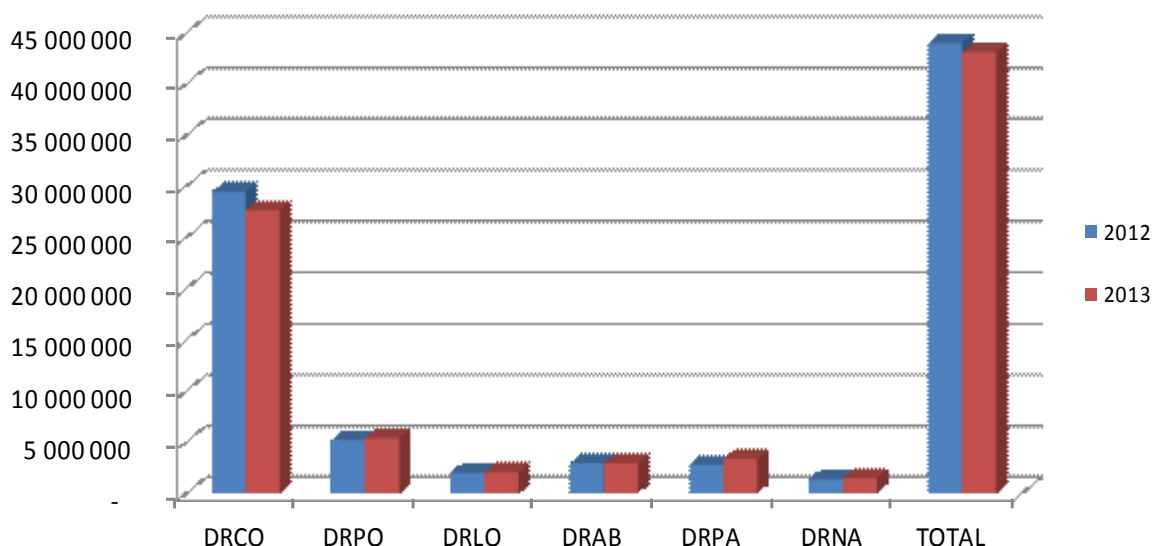
1.2 Eau traitée produite

L'eau traitée en 2013 est de 43,14 millions de m³ contre 44,05 millions de m³ en 2012, soit une diminution de 2% contre un objectif de 6% en hausse pour l'année. La répartition par région est présentée dans le tableau ci-après :

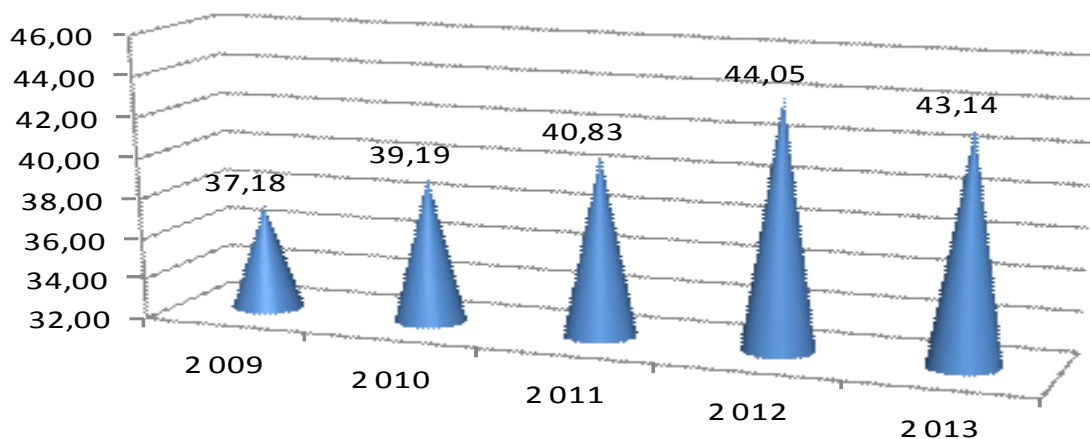
Tableau 4 : Évolution et contribution par région de l'eau traitée refoulée

Régions	Production d'eau traitée m3		Evolution 2013-2012	Contribution de chaque DR %	
	2012	2013		2012	2013
DRCO	29 502 967	27 723 272	- 6,03	66,97	64,27
DRPO	5 276 178	5 422 202	2,77	11,98	12,57
DRLO	2 041 452	2 110 831	3,40	4,63	4,89
DRAB	3 006 601	2 974 028	- 1,08	6,83	6,89
DRPA	2 821 314	3 400 753	20,54	6,40	7,88
DRNA	1 403 392	1 504 040	7,17	3,19	3,49
TOTAL	44 051 904	43 135 126	- 2,08	100	100

Graph 3 : Evolution de l'eau traitée par Région.



Graph 4 : Evolution de l'eau traitée les cinq dernières années (millions m³).



1.2.1 Consommation d'intrants de l'eau brute

Elle est résumée dans le tableau suivant

Tableau 5 : Évolution des consommations d'intrants de 2012 à 2013

Intrants	Unité	2012	2013	Evolution %
Energie consommée	kwh	24 366 607	23 821 826	-2,24
Gasoil	litres	212 805	255 996	20,30
Huile	litres	1 189	1 283	7,89
Energie auto produite	kwh	450 670	602 121	33,61
Chlore	kg	58 401	53 146	-9,00
Akdolit	kg	45 375	7 350	-83,80
Sulfate d'alumine	kg	112 865	144 168	27,73
Chaux éteinte	kg	297 563	264 087	-11,25

La baisse de 2% de consommation d'énergie observée en 2013 se justifie par la baisse d'eau brute. Les nombreuses interruptions en fourniture d'énergie par la SBEE expliquent la hausse de consommation de gasoil de 20% en 2013 ; recours plus onéreux mais nécessaire pour assurer une partielle continuité de fourniture d'eau potable aux populations.

La mise en place de dispositif d'aération de l'eau brute a permis d'enregistrer une maîtrise de charge substantielle du chlore, de la chaux et de l'akdolit. Le sulfate

d'alumine a connu une hausse de consommation de l'ordre de 28% en raison de la turbidité élevée de l'eau de surface traitée.

1.2.2 Qualité de l'eau distribuée

Afin de se conformer aux normes de l'OMS de l'eau distribuée à ses clients, la SONEB a effectué des analyses bactériologiques et physico-chimiques des échantillons d'eau prélevés sur son réseau. Ces échantillonnages ont révélé un taux de conformité global de 99,55%.

Il convient de préciser que, au-delà de la bonne tenue du taux de conformité global, il a été effectué sur l'ensemble de nos exploitations 9647 analyse en 2013 contre 6776 en 2011 et 4457 en 2012. La SONEB a mis plus de moyen dans le contrôle de conformité pour assurer l'amélioration continue de la performance de cet objectif ultra important. Ce résultat a pu être obtenu grâce à l'intégration de l'objectif dans les contrats d'objectifs de performances assignées aux Directions régionales pour 2013 où des minima de prélèvements à effectuer compte tenu de la population alimentée, conformément aux textes légaux en vigueur au Bénin ont été fixés.

Les résultats par Directions Régionales sont consignés dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Taux de conformités des analyses bactériologiques

Régions	Nombres d'échantillons analysés	Nombres d'échantillons conformes	Taux de conformité (%)
DRCO	938	934	99,57
DRPO	1317	1312	99,62
DRLO	2095	2082	99,38
DRAB	1110	1105	99,55
DRPA	3230	3228	99,94
DRNA	957	943	98,54
Total	9647	9604	99,55

1.3 **Ventes d'eau en volumes**

La vente d'eau au titre de 2013 est de 32,88 millions de m³ contre 32,58 millions de m³ en 2012 en hausse de 1%. Cette légère croissance s'explique essentiellement par l'insuffisance de la production observée à la DRCO. Aussi, faut-il noter la sortie de 2.181 abonnés consommateurs mais payeurs défaillants dans le cadre de la poursuite des opérations de recouvrement entamées depuis juin 2012.

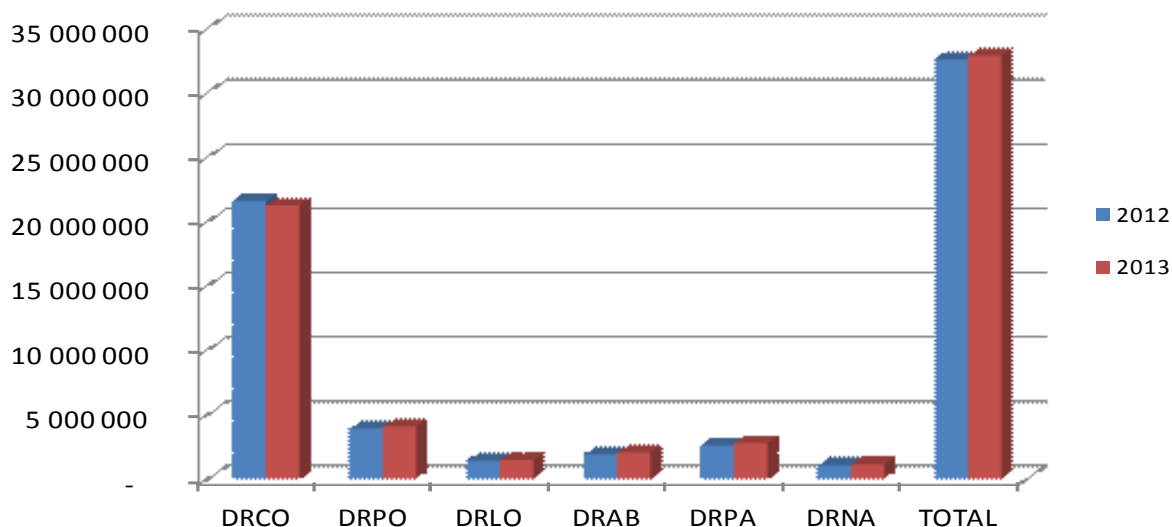
1.3.1 1.3.1 Ventes d'eau en volumes par région

Le tableau suivant présente la contribution et l'évolution des ventes par Région pour les années 2012 et 2013. La DRCO a perdu 1,7 point dans son poids de la vente globale en passant de 66,3% en 2012 à 64,6% en 2013.

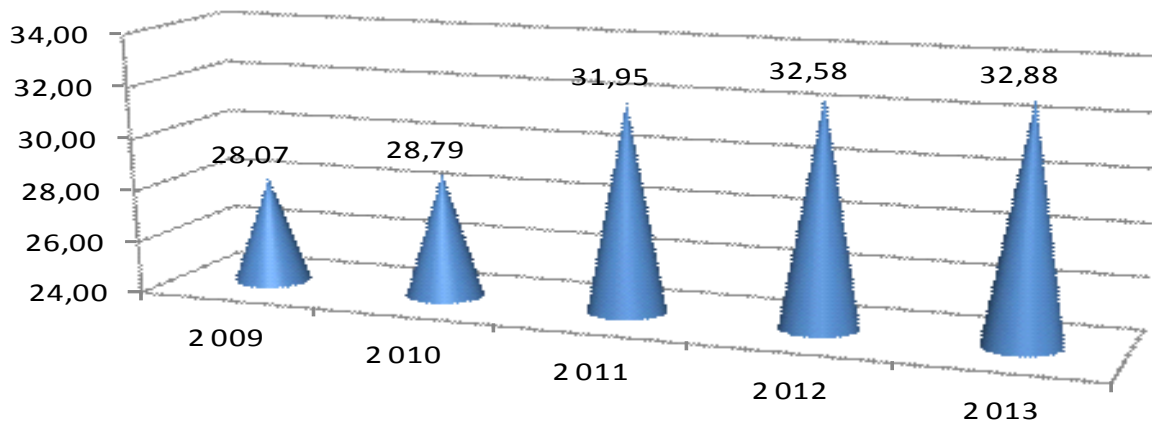
Tableau 7 : Evolution des ventes par Région.

Régions	Ventes d'eau m ³		Evolution 2013-2012	Contribution de chaque DR %	
	2012	2013		2012	2013
DRCO	21 601 063	21 252 923	- 1,61	66,30	64,64
DRPO	3 931 621	4 105 374	4,42	12,07	12,49
DRLO	1 425 764	1 494 982	4,85	4,38	4,55
DRAB	1 916 343	2 065 484	7,78	5,88	6,28
DRPA	2 626 466	2 811 306	7,04	8,06	8,55
DRNA	1 079 260	1 151 005	6,65	3,31	3,50
TOTAL	32 580 517	32 881 074	0,92	100	100

Graphe 5 : Evolution de l'eau vendue par Région.



Graphe 6 : Evolution des ventes les cinq dernières années (millions m³).



1.3.2 Consommation moyenne par client

La consommation moyenne par client en 2013 est de 168,81 m³ contre 176,87 m³ en 2012. Son évolution durant les deux dernières années se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 8 : Evolution des consommations moyennes par clients.

RUBRIQUES	2012	2013	Evolution (%)
M3 d'eau facturées	32 580 517	32 881 074	1%
Clients facturés	184 211	194 814	6%
Consommation Moyenne (m ³)	176,87	168,78	-5%

La consommation moyenne par client est en baisse de 5% en 2013 par rapport à 2012. La mobilisation maximale de la ressource à Cotonou traduit une stagnation de l'offre face à une demande croissante. La même quantité d'eau produite est quasiment distribuée à plus de clients, d'où la baisse de la consommation moyenne. Il n'est pas exclu aussi que cette baisse ait une part dans une certaine contraction de la consommation des populations démunies du fait du nouveau mode de facturation qui les astreint à demeurer dans la 1^{ère} tranche pour bénéficier du coût social. Pour boucler la liste des hypothèses possibles, une investigation peut être faite sur le niveau d'évolution des sources d'eau parallèle et leur impact sur la consommation globale.

1.4 Réseaux d'eau

1.4.1 Etendue du réseau

En 2013, la SONEB a étendu son réseau de 154 km dont 16 km réalisés sur fonds propres, 49 km sur projets et 89 km payés par les clients. L'évolution de la longueur par région est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 9 : Evolution de la longueur du réseau par région

Régions	Longueur réseaux (km)		Extension(km)		Evolution longueur (%) 2012/2013
	2012	2013	2012	2013	
DRCO	2 167,19	2 212,74	40,13	45,54	2%
DRPO	954,77	1 027,48	17,23	72,71	8%
DRLO	507,01	514,94	4,34	7,93	2%
DRAB	717,61	728,38	16,08	10,77	2%
DRPA	697,70	705,14	6,03	7,44	1%
DRNA	293,21	302,37	12,27	9,16	3%
Total	5 337,50	5 491,04	96,07	153,55	3%

La longueur du réseau s'est accrue de 3% en 2013 par rapport à 2012 avec 60% d'accroissement sur son extension entre les deux années.

Outre la longueur du réseau en terme absolu, ses performances se présentent comme suit :

1.4.2 Performances du réseau d'eau

Les performances du réseau d'eau seront appréciées à travers le rendement de production, l'eau non comptabilisée (rendement de distribution) et l'indice linéaire de perte.

1.4.2.1 Rendement de production

Il résulte du rapprochement des volumes pompés aux volumes refoulés dans le réseau de distribution. Il s'agit donc des pertes lors du transport de l'eau brute, des

consommations intérieures des usines pour le nettoyage des filtres... Il est présenté en termes d'évolution sur les trois dernières années (2011 à 2013).

Tableau 10 : Rendement du réseau de production par région

	DRCO	DRPO	DRLO	DRAB	DRPA	DRNA	Total
2011							
M3 d'eau brute	28 051 412	5 431 705	1 996 503	2 838 530	3 372 223	1 396 530	43 086 903
M3 d'eau traités	26 434 139	5 431 705	1 996 503	2 786 742	2 871 630	1 313 481	40 834 200
Rendement de production (%)	94,23	100,00	100,00	98,18	85,16	94,05	94,77
Perte de production (%)	5,77	-	-	1,82	14,84	5,95	5,23
2012							
M3 d'eau brute	31 046 596	5 365 198	2 041 583	3 039 590	3 372 482	1 469 057	46 334 506
M3 d'eau traités	29 502 967	5 276 178	2 041 452	3 006 601	2 821 314	1 403 392	44 051 904
Rendement de production (%)	95,03	98,34	99,99	98,91	83,66	95,53	95,07
Perte de production (%)	4,97	1,66	0,01	1,09	16,34	4,47	4,93
2013							
M3 d'eau brute	28 552 071	5 749 324	2 110 831	3 020 997	3 718 528	1 560 742	44 712 493
M3 d'eau traités	27 723 272	5 422 202	2 110 831	2 974 028	3 400 753	1 504 040	43 135 126
Rendement de production (%)	97,10	94,31	100,00	98,45	91,45	96,37	96,47
Perte de production (%)	2,90	5,69	-	1,55	8,55	3,63	3,53
Evolution rendement réseau de production (%)							
2012/2011	0,84	- 1,66	- 0,01	0,75	- 1,76	1,57	0,32
2013/2012	2,18	- 4,10	0,01	- 0,47	9,32	0,88	1,47

La performance du réseau de production s'est légèrement améliorée avec 96,5% en 2013 contre environ 95% en 2011 et 2012.

Au plan régional, la perte de production de la DRPA passe notablement de 14,84% en 2011 et 16,34% en 2012 à 8,55% en 2013. Par contre à DRPO, la perte de production prend de grande proportion en particulier en 2013 où elle est de 5,7% contre 1,7 en 2012 et 0% jusqu'à fin 2011. La non fiabilité des outils de comptage des têtes de forages à l'opposé des débitmètres installés au niveau des usines, explique cette contre-performance et sera corrigée avec le plan de remplacement des compteurs défectueux et/ou âgés. La bonne tenue du réseau à DRCO et à DRNA fait gagner sur l'ensemble du réseau 1,5 point en 2013 par rapport aux deux années antérieures.

1.4.2.2 Eau non comptabilisée (Rendement primaire ou taux de perte de distribution)

L'eau non comptabilisée (ENC) a été retenue comme l'indicateur de référence pour l'appréciation du niveau des pertes d'eau pour l'ensemble des sociétés d'eau d'Afrique.

L'évolution de l'ENC au cours des années 2011 à 2013 se présente comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 11 : Evolution de l'ENC par région

	DRCO	DRPO	DRLO	DRAB	DRPA	DRNA	Total
2011							
M3 d'eau facturés	21 468 852	3 702 586	1 366 568	1 878 454	2 525 986	1 022 040	31 964 486
M3 d'eau traités	26 434 139	5 431 705	1 996 503	2 786 742	2 871 630	1 313 481	40 834 200
Rendement primaire (%)	81,22	68,17	68,45	67,41	87,96	77,81	78,28
Eau non comptabilisée (%)	18,78	31,83	31,55	32,59	12,04	22,19	21,72
2012							
M3 d'eau facturés	21 601 063	3 931 621	1 425 764	1 916 343	2 626 466	1 079 260	32 580 517
M3 d'eau traités	29 502 967	5 276 178	2 041 452	3 006 601	2 821 314	1 403 392	44 051 904
Rendement primaire (%)	73,22	74,52	69,84	63,74	93,09	76,90	73,96
Eau non comptabilisée (%)	26,78	25,48	30,16	36,26	6,91	23,10	26,04
2013							
M3 d'eau facturés	21 252 923	4 105 374	1 494 982	2 065 484	2 811 306	1 151 005	32 881 074
M3 d'eau traités	27 723 272	5 422 202	2 110 831	2 974 028	3 400 753	1 504 040	43 135 126
Rendement primaire (%)	76,66	75,71	70,82	69,45	82,67	76,53	76,23
Eau non comptabilisée (%)	23,34	24,29	29,18	30,55	17,33	23,47	23,77
Evolution rendement primaire réseau (%)							
2012/2011	- 9,85	9,32	2,03	- 5,44	5,83	- 1,17	- 5,52
2013/2012	4,70	1,61	1,41	8,96	- 11,20	- 0,49	3,07

L'ENC a enregistré une nette amélioration en passant de 26% en 2012 à 23,77% en 2013. Toutes régions à l'exception de la DRPA ont contribué significativement à cette performance. Cette performance qui est cependant moins avantageuse que celle de 2011 appelle des actions de correction pour un meilleur rendement commercial du réseau.

A ce titre, les actions ci-après seront poursuivies et accélérées. Il s'agit de :

- organiser régulièrement des maintenances préventives afin d'anticiper les dysfonctionnements provoquant des casses ;
- procéder très rapidement au remplacement des outils de comptage de production et de distribution ;
- accélérer l'exécution du programme de remplacement systématique des compteurs chez abonnés, âgés ;
- réduire à deux mois maximum, le délai de remplacement des compteurs défectueux identifiés chez les clients ;

- Mettre en œuvre et multiplier les opérations de contre-relève afin d'enrayer les risques de fraudes et autres dysfonctionnements ;
- la poursuite des travaux préparatoires pour la mise en place de compteurs plus performants chez les abonnés notamment les gros consommateurs (projet Non Revenu Water – NRW) ;
- l'acquisition de débitmètres à installer au niveau des infrastructures de production pour fiabiliser davantage le comptage en amont de ce processus
- installer des compteurs plus sensibles aux gros consommateurs disposant d'outils de comptage de production (>DN 40)...

Ces rendements ne tenant pas compte de l'importance relative des réseaux, les indices linéaires de pertes sont également déterminés et appréciés comme ci-après.

1.4.2.3 Indice linéaire de perte dans les réseaux d'eau

L'indice linéaire de perte a l'avantage d'affiner l'analyse de la perte en fournissant le volume d'eau perdu par jour et par km de réseau.

Le tableau suivant indique l'indice linéaire de perte par région ainsi que son évolution entre les années 2012 et 2013.

Tableau 12 : Indice linéaire de perte (ILP) des réseaux d'eau (m³/j/km)

Rubriques	DRCO	DRPO	DRLO	DRAB	DRPA	DRNA	Total
M3 d'eau facturés	21 252 923	4 105 374	1 494 982	2 065 484	2 811 306	1 151 005	32 881 074
M3 d'eau traités	27 723 272	5 422 202	2 110 831	2 974 028	3 400 753	1 504 040	43 135 126
Perte de distribution (m3)	6 470 349	1 316 828	615 849	908 544	589 447	353 035	10 254 052
Longueur réseaux (km)	2 212,74	1 027,48	514,94	728,38	705,14	302,37	5 491,04
ILP 2013 (m3/j/km)	8,01	3,51	3,28	3,42	2,29	3,20	5,12
ILP 2012 (m3/j/km)	9,99	3,86	3,33	4,16	0,77	3,03	5,89
Evolution 2013/2012 %	-20%	-9%	-2%	-18%	199%	6%	-13%

En 2013, les pertes d'eau par jour et par km sont de 6 m³ contre 5 m³ en 2012, soit une baisse de 13% traduisant moins de perte d'eau sur 1 km et par jour en moyenne.

L'analyse combinée de l'ENC et de l'évolution de l'ILP confirme que les efforts de réduction des pertes commerciales sont consentis à tout point du réseau dans toutes les exploitations. Aussi cette performance relative du réseau s'est-il alignée sur celle des grands systèmes qui sont de DRCO, DRPO et DRAB. L'organisation des maintenances préventives et curatives permettront de prendre le challenge de moins de 5 m³ d'eau perdue par jour par km sur le réseau.

1.5 Point des interruptions de fournitures d'eau

Il se résume dans le tableau suivant.

Tableau 16 : Nombre et durée des interruptions au niveau des sources de captage d'eau brute

Rubriques	2012		2013	
	Nombre	Durée (mn)	Nombre	Durée (mn)
Interruptions non couvertes en secours énergétiques aux sources d'eau brute	1 777	119 915	8 853	931 361
Durée moyenne par coupure (mn)	67		105	

Il s'agit ici des interruptions de l'énergie de la SBEE non suppléées par les secours énergétiques propres de la SONEB en l'absence d'installation de groupes énergétiques.

On remarque que le nombre d'interruptions en 2013 a plus que quintuplé et que la durée a quasiment décuplé. L'impact de cette conjoncture énergétique exprimé en terme de sous production potentielle est estimé à 1,5 millions de m³ et par ricochet un chiffre d'affaires manqué d'environ 700 millions de FCFA.

Au regard du coût onéreux de l'installation des secours énergétique nécessaire, la SONEB a entrepris des démarches institutionnelles à l'endroit de la SBEE et du Ministère de tutelle, pour être classée parmi les points interdits de coupure à l'instar du CNHU et du Camp militaire.

2. GESTION COMMERCIALE

2.1 Branchements réalisés

La SONEB a réalisé 13.868 branchements en 2013 contre 12.005 en 2012 soit une hausse de 16%. Le nombre de branchement en instance à fin 2013 est de 413 contre 1054 en 2012, soit les paiements effectués au cours de la dernière semaine de l'année. Un effort à saluer et à faire maintenir tout au long de l'année afin d'obtenir l'impact attendu sur le chiffre d'affaires.

Les branchements exécutés par Régions en 2013 ont évolué comme ci-après :

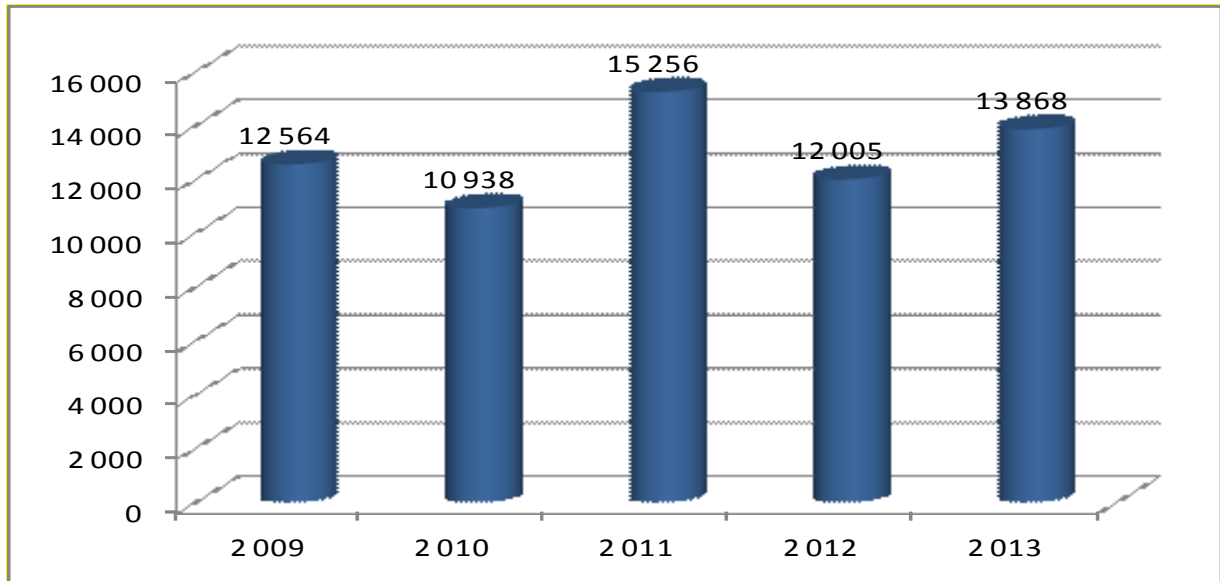
Tableau 13 : Evolution des branchements par régions.

Régions	Branchements réalisés		Part 2013 %	Evolution % 2013/2012
	2012	2013		
DRCO	7 081	8 584	61,90	21,23
DRPO	1 970	2 167	15,63	10,00
DRLO	454	458	3,30	0,88
DRAB	1 126	1 040	7,50	-7,64
DRPA	967	1 130	8,15	16,86
DRNA	407	489	3,53	20,15
Total	12 005	13 868	100	15,52

Bonne réalisation de la DRCO qui totalise à elle seule 62% des branchements réalisés en 2013 avec 21% d'accroissement par rapport à 2012. Fortune inverse à DRLO et à

DRAB qui enregistrent respectivement seulement 1% et -8% d'évolution sur la même période.

Graph 7 : Evolution des branchements les cinq dernières années.



2.2 Le parc des abonnés

Il convient de noter que le nombre d'abonnés actifs à fin décembre 2013, calculé sur la base des nouveaux branchements, des reprises et des résiliations est de 197.020 contre 194.814 abonnés réellement facturés à fin 2013.

On en déduit les abonnés en instance de codification à fin 2013 dans l'ordre de 2.206 dont 1747 à DRCO, 220 à DRAB, 157 à DRPO et 113 à DRPA. La réalisation d'un grand nombre de branchements en fin d'année pour éponger les instances, explique cette situation.

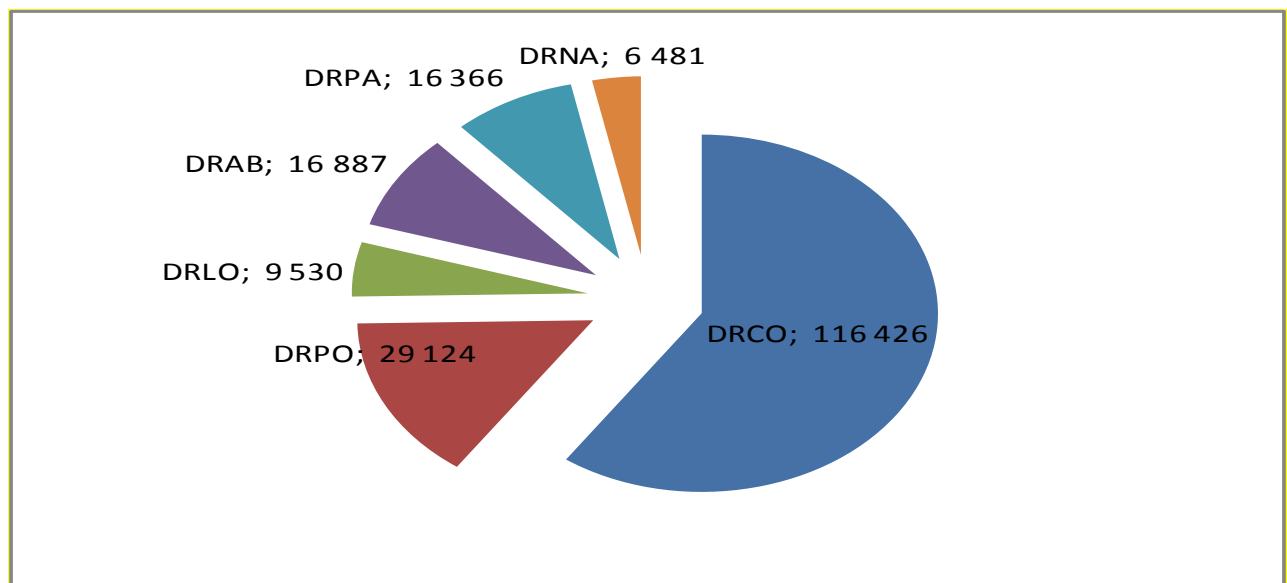
Le tableau ci-dessous indique par région la répartition des abonnés facturés pour les années 2012 et 2013 :

Tableau 14 : Évolution du parc des abonnés facturés.

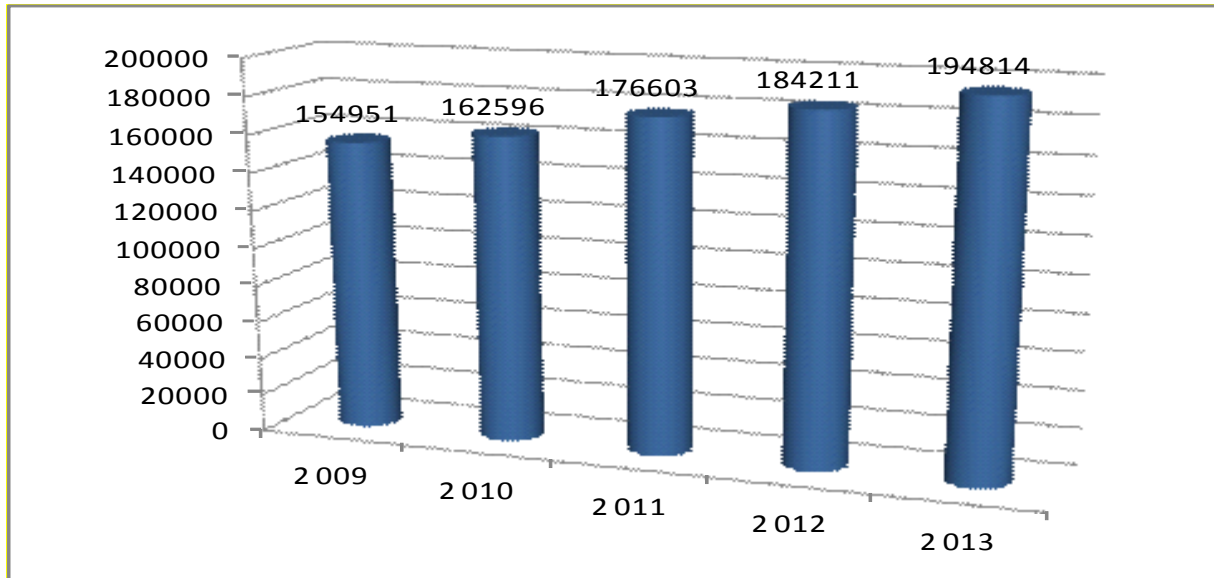
Régions	Nombre d'abonnés		Part/ 2013	Evolution % 2013/2012
	2012	2013		
DRCO	110 276	116 426	59,76%	5,58%
DRPO	27 532	29 124	14,95%	5,78%
DRLO	9 019	9 530	4,89%	5,67%
DRAB	15 887	16 887	8,67%	6,29%
DRPA	15 407	16 366	8,40%	6,22%
DRNA	6 090	6 481	3,33%	6,42%
Total	184 211	194 814	100%	5,76%

Le graphique suivant illustre la clientèle de la SONEB par Région.

Graphe 8 : Proportions régionales du nombre de clients.



Graphe 9 : Evolution du parc clientèle les cinq dernières années.



2.3 Le taux de desserte

Le taux de desserte en 2013 se présente comme suit :

Tableau 15 : Évolution du taux de desserte

Rubriques	Périodes		Evolution (%)
	2012	2013	
Nombre d'abonnés	185 333	197 020	6,31
Population desservies	2 223 996	2 364 240	6,31
Population cible	3 506 250	3 528 358	0,63
Taux de desserte	63,43%	67,01%	5,64

67% de la population urbaine et péri-urbaine du Bénin est desservie par le réseau d'alimentation en eau potable de la SONEB, en accroissement de 5,64% par rapport à 2012. L'effort d'accroissement de 4 points en 2013 doit être renouvelé tous les ans jusqu'à 2015 pour atteindre le niveau de réalisation de cet indicateur stratégique des « Objectifs du Millénaire pour le Développement » fixé à 75%.

3. EXÉCUTION DES PROJETS

Dans le budget de la SONEB Exercice 2013, seize (16) projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement ont été inscrits dont douze (12) sont suivis par le Département en charge des projets. Il s'agit de :

- Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses agglomérations Phase II ;
- Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Pobè, Adja-Ouèrè et environs ;
- Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè ;
- Projet d'alimentation en eau potable des villes de Natitingou, Djougou, Nikki, Bembèrèkè et Banikoara à partir des eaux souterraines et/ou de surface ;
- Projet de réalisation d'études de projets d'AEP dans les localités Abomey-Bohicon et Abomey-Calavi ;
- Projet de renforcement des systèmes d'AEP des villes de Djougou, Parakou et Tchaourou Phase d'urgence ;
- Réalisation de l'audit des activités du pot commun ;
- Projet d'alimentation en eau potable de la zone industrielle départementale sise à Gakpè dans la Commune de Ouidah ;
- Projet de réhabilitation du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau de la SONEB ;
- Avenants n°2 aux contrats de marché dans le cadre des travaux de la tranche d'urgence du projet de renforcement et d'extension du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses environs ;
- Projet de construction d'une station de traitement de boue de vidange à Abomey-Calavi ;
- Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain (PUGEMU) : Composante C / Appui à la gestion des eaux usées ;

Le point d'exécution physique et financière de ces projets au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

1) Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses agglomérations Phase II

Ce projet constitue la deuxième phase du vaste projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses environs

a) Coût du projet et sources de financement

Le coût initial du projet était de 17 milliards de FCFA. Suite à un financement complémentaire obtenu de l'Union Européenne, le montant du projet est passé à 23,5 milliards de FCFA réparti comme suit :

Banque Européenne d'Investissement : 8,5 milliards FCFA

Union Européenne : 11,6 milliards FCFA

Kfw : 1,7 milliard FCFA

Royaume des Pays-Bas : 1,7 milliard FCFA.

b) Point d'exécution physique

Le point d'exécution physique du projet se présente comme suit :

- Le groupement de consultant EGIS BCEOM/SOGREAH chargé de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) poursuit ses prestations.
- Le bureau d'études TERRABO chargé des études hydrogéologiques et environnementales ainsi que du contrôle des travaux d'exécution des forages d'exploitation de Ouèdo a terminé ses prestations.
- L'enquête marketing des branchements est achevée et le rapport définitif est disponible ;
- Les travaux de foration, de tubage et des essais de pompage sont entièrement terminés au niveau des 16 forages prévus et la réception définitive a été prononcée ;
- Les 7 000 kits de matériels de branchements sont déjà livrés et réceptionnés.
- Tous les rapports définitifs des APD des travaux à exécuter sont disponibles ;
- Les six (06) lots de travaux prévus sont déjà attribués. Il s'agit de :
 - Lot 2.1 : Equipement des forages
 - Lot 3 : Fourniture de matériels et exécution des travaux des conduites de refoulement
 - Lot 4 : Fourniture de matériels et exécution des travaux des stations de pompage, de traitement et de télégestion
 - lot 5.1 : Fourniture de matériels et exécution des travaux des réseaux primaires ;
 - lot 5.2 : Fourniture de matériels et exécution des travaux des réseaux secondaires et tertiaires ;
 - Lot 8 : Construction d'un château d'eau de 1 750 m³ ;
- Les travaux relatifs aux lots 2.1, 3, 4, 5.1, 5.2 et 8 sont en cours d'exécution ;

Le taux d'exécution physique du projet au 31 décembre 2013 est estimé à 59,5 %.

c) Point d'exécution financière

Montant du projet : 23,5 milliards FCFA
Montant total décaissé : 14,112 milliards FCFA
Montant programmé en 2013 : 8,160 milliards FCFA
Montant engagé en 2013 : 12,12 milliards FCFA.
Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 10,65 milliards FCFA

2) Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Pobè et Adja-ouèrè.

Ce projet vise le renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Pobè et Adja-ouèrè. Il a été mis en œuvre en Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

a) Coût du projet et source de financement

Ce projet est financé par le Royaume des Pays-Bas et la Kfw à travers le pot commun hydraulique urbaine.

Le coût de ce projet était initialement de 1,837 milliards de FCFA. Suite à une réallocation des ressources provenant du Royaume des Pays-Bas en Novembre 2011, le budget alloué à ce projet est passé à 3,783 milliards de FCFA.

b) Point d'exécution physique

Le point d'exécution physique du projet au 30 septembre 2013 se présente comme suit :

- ✓ Les prestations de suivi et de contrôle des travaux exécutées par le groupement SETEM-BENIN/STUDI-INTERNATIONAL sont terminées.
- ✓ Les travaux scindés en deux lots (Lot 1 : Fourniture et pose des conduites ; Lot 2 : Fourniture et pose des équipements électriques, électromécaniques et réalisation des travaux de génie civil) et réalisés en Maîtrise d'Ouvrage Déléguée par l'Agence AGETUR SA sont terminés.

La réception provisoire a été prononcée le 21 mai 2013.

c) Point d'exécution financière

Montant du projet : 3,780 milliards FCFA
Montant total décaissé : 3,761 milliards FCFA
Montant programmé en 2013 : 469 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant.

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 1,44 milliard FCFA

3) Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè

Ce projet vise le renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè. Il a été mis en œuvre en Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

a) Coût du projet et source de financement

Ce projet est financé par le Royaume des Pays-Bas et la Kfw à travers le pot commun hydraulique urbaine.

Le coût de ce projet était initialement de 3,422 milliards de FCFA. Suite à une réallocation des ressources provenant du Royaume des Pays-Bas en Novembre 2011, le budget alloué à ce projet est passé à 2,250 milliards de FCFA.

b) Point d'exécution physique

Le point d'exécution physique du projet se présente comme suit :

- ✓ Les prestations de suivi et de contrôle des travaux par le bureau d'études CIRA sont achevées.
- ✓ Les travaux de foration, de tubage et des essais de pompage sont entièrement terminés dans les villes de Bantè, Kétou, Malanville et Comè. La réception provisoire a été prononcée;
- ✓ Les travaux sont subdivisés en deux lots et réalisés en Maîtrise d'Ouvrage Déléguée par l'Agence AGETUR SA. Le point d'exécution physique de chaque lot se présente comme suit :
 - Lot 1 : Fourniture et pose des conduites et accessoires
Les travaux de dépouillement des offres pour ce lot sont terminés. Cependant, l'attribution définitive n'a pas été faite compte tenu du gap financier enregistré. C'est ce qui justifie que ces travaux ont été inscrits pour être financés par le Royaume des Pays-Bas à travers la deuxième phase du Programme Pluriannuel d'appui au secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PPEA II). L'Agence AGETUR a été sélectionnée pour assurer la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée des travaux du lot 1 du projet.

- Lot 2 : Fourniture et installation des équipements hydrauliques, électriques et électromécaniques.
Ces travaux sont achevés et la réception provisoire a été prononcée du 24 au 27 septembre 2013.

c) Point d'exécution financière

Montant du projet : 2,250 milliards FCFA

Montant total décaissé : 2,189 milliards FCFA

Montant programmé en 2013 : 1 milliard FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant.

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 891 millions FCFA

4) Alimentation en eau potable des villes de Natitingou, Djougou, Nikki, Bembèrèkè et Banikoara à partir des eaux souterraines et/ou de surface

Les deux principaux volets de ce projet concernent :

- l'élaboration des études techniques détaillées de la première phase pour l'alimentation en eau potable des villes Djougou, Nikki, Bembèrèkè et Banikoara à partir des eaux souterraines ;
- l'exécution des travaux de renforcement du système d'alimentation en eau potable de Natitingou.

a) Coût et source de financement

Ce projet est financé par le Royaume des Pays-Bas et la Kfw à travers le pot commun hydraulique urbaine.

Le coût de ce projet est de 1,239 milliards de FCFA suite à la dernière réallocation des ressources provenant du Royaume des Pays-Bas.

b) Point d'exécution physique

L'état d'avancement des deux volets se présente comme suit :

- ✓ Les études hydrogéologiques sont terminées et le rapport définitif est disponible ;
- ✓ Les études techniques détaillées de la première phase du projet sont achevées et le rapport provisoire est disponible.

- ✓ Les DAOs définitifs de réalisation des forages et provisoires d'exécution des travaux sont disponibles ;
- ✓ L'exécution des travaux à Natitingou, réalisée en Maîtrise d'ouvrage déléguée par l'agence SERHAU SA sont terminée. La réception provisoire a été prononcée le 08 mai 2013.

c) Point d'exécution financière

Montant du projet : 1,239 milliard FCFA

Montant total décaissé : 1,019 milliard FCFA

Montant programmé en 2013: 78,8 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant.

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 479,4 millions FCFA

5) Réalisation d'études de projets d'AEP dans les localités Abomey-Bohicon et Abomey-Calavi

La réalisation de l'étude concernant la ville d'Abomey-Calavi a été inscrite pour être financée par le Royaume des Pays-Bas à travers la deuxième phase du Programme Pluriannuel d'appui au secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PPEA II).

Le bureau IGIP Afrique a été sélectionné pour réaliser lesdites études. Son contrat est en cours de signature.

6) Projet de renforcement des systèmes d'AEP des villes de Djougou, Parakou et Tchaourou Phase d'urgence.

Le point d'exécution de ce projet se présente comme suit :

- Suite à la réalisation des études hydrogéologiques à Djougou, l'entreprise FORAG S.A. a été sélectionnée pour la réalisation des forages d'exploitation à Djougou. Les travaux de mise en place des infrastructures pour le renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable du centre secondaire de Djougou et des localités de Savè, Tchaourou et Tanguiéta sont prévus pour être financés la BOAD et le Budget National. Le coût du projet est évalué à 6,38 milliards FCFA dont 5,812 milliards FCFA pour la BOAD et 0,564 milliard FCFA pour le Budget National. L'accord de prêt avec la BOAD a été signé.

- Le projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Parakou a été soumis au financement du programme néerlandais ORIO. Après étude des dossiers de candidature, le projet a été retenu.

7) Réalisation de l'audit du Pot commun hydraulique urbaine

a) Coût et source de financement

Cette prestation d'un montant de 6 millions de FCFA est financée par le pot commun hydraulique urbaine.

b) Point d'exécution physique

Le point d'exécution de ce volet se présente comme suit :

- Renouvellement du contrat du cabinet SIEGA-BENIN qui a été sélectionné pour réaliser la mission de contrôle des dépenses des activités du projet.
- Les prestations de ce cabinet sont achevées et le rapport est disponible.

c) Point d'exécution financière

Montant programmé en 2013 : 6 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : 6 millions FCFA.

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 6 millions FCFA.

8) Alimentation de la zone industrielle départementale sise à Gakpé dans la Commune de Ouidah

Les travaux de ce projet sont terminés et la réception provisoire a été prononcée. L'activité programmée concerne le paiement de la facture de retenue de garantie de l'entreprise.

Montant programmé en 2013 : 27,9 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : Néant.

9) Projet de réhabilitation et d'extension du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau de la SONEB

Les travaux de ce projet sont terminés et la réception provisoire a été prononcée. L'activité programmée concerne le paiement de la facture de retenue de garantie de l'entreprise.

Montant programmé en 2013 : 25,8 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : Néant.

10) Avenant n°2 aux contrats de marché dans le cadre de la tranche d'urgence du projet de renforcement et d'extension du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses environs

Les travaux de ce projet sont terminés et la réception définitive a été prononcée. L'activité programmée concerne le paiement de la facture de retenue de garantie de l'entreprise.

Montant programmé en 2013 : 19,4 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : 2,19 millions FCFA

11) Projet de construction d'une station de traitement de boue de vidange à Abomey-Calavi

Ce projet est financé par la Kfw à travers le pot commun hydraulique urbaine.

a) Point d'exécution physique

Le point d'exécution de ce volet se présente comme suit :

- Elaboration de la Demande de proposition relative à la réalisation de l'étude de faisabilité du projet et validation par la Kfw et la DNCMP ;
- Lancement de la consultation et sélection du consultant devant réaliser lesdites études ;
- Validation des résultats par la Kfw et la DNCMP ;
- Lancement de l'étude de faisabilité le 27 septembre 2013 ;
- Le rapport de démarrage de l'étude est disponible.

b) Point d'exécution financière

Coût du projet : 3,6 milliards FCFA

Montant total décaissé: Néant.

Montant programmé en 2013 : 656,7 millions FCFA

Montant engagé en 2013 : Néant.

Montant décaissé au 31 décembre 2013 : Néant.

4. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le bilan social de la SONEB au 31 décembre 2013 s'articule autour des points essentiels détaillés comme ci-après.

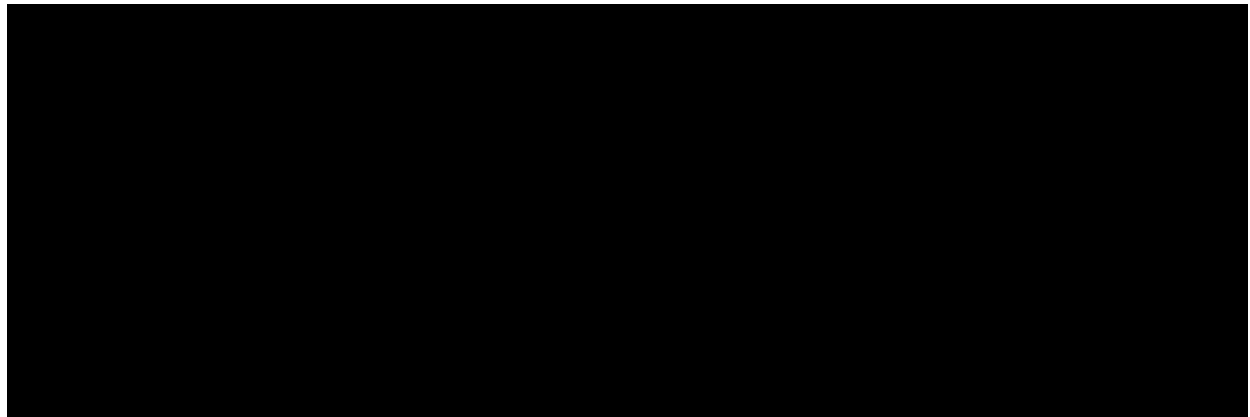
4.1 L'effectif

L'effectif du personnel de la SONEB est de 701 agents au 31 décembre 2013 contre 721 au 31 décembre 2012. Cette différence d'effectif entre les deux années s'explique par 06 décès et 14 agents qui ont fait valoir leur droit à la retraite. Un mouvement de deux (2) agents s'est également opéré.

4.2 Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle

Les catégories socioprofessionnelles sont réparties ainsi qu'il suit :

Tableau n° 16 : Répartition du personnel par catégorie socio-professionnelle au 31 décembre 2013.

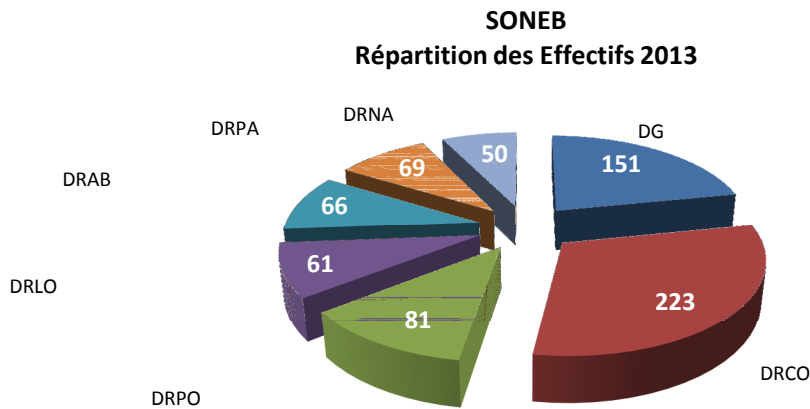


4.3 Répartition du personnel par Direction

Au plan organisationnel, six Directions Régionales s'ajoutent aux Directions Centrales de la Direction Générale pour l'atteinte harmonieuse des objectifs de l'entreprise. Leurs effectifs se présentent comme suit :

Tableau n° 17 : Répartition de l'effectif par structure.

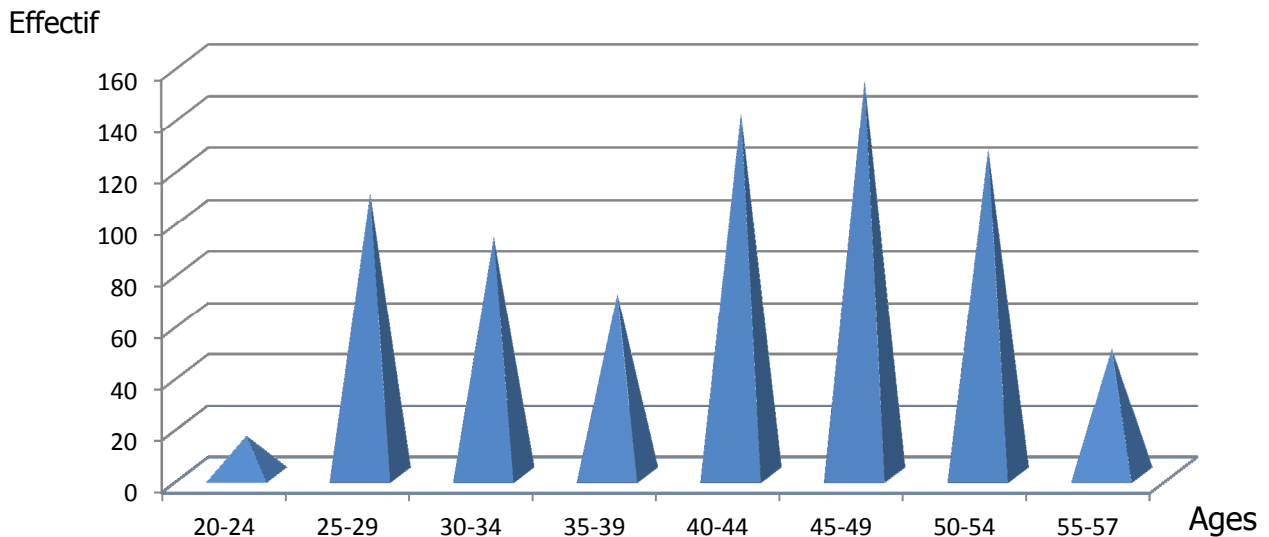




4.4 Ages, ancienneté et pyramide des âges

La moyenne d'âge des agents de la SONEB est située entre 45 et 49 ans. La pyramide des âges ci-après est faite avec une amplitude est de 5 ans.

Grphe 10 : Pyramide des âges des agents SONEB au 31 décembre 2013.



Au vue de cette pyramide des âges, on constate que d'ici à 15 ans, près de la moitié des agents iront à la retraite.

4.5 Recrutement

Un seul agent est recruté au cours de l'année 2013. Le dégel de l'opération de recrutement d'un effectif de 190 agents d'exécution couvrant 13 postes dans le cadre

du règlement définitif du problème des agents occasionnels dits "prestataires", est attendu pour l'année 2014.

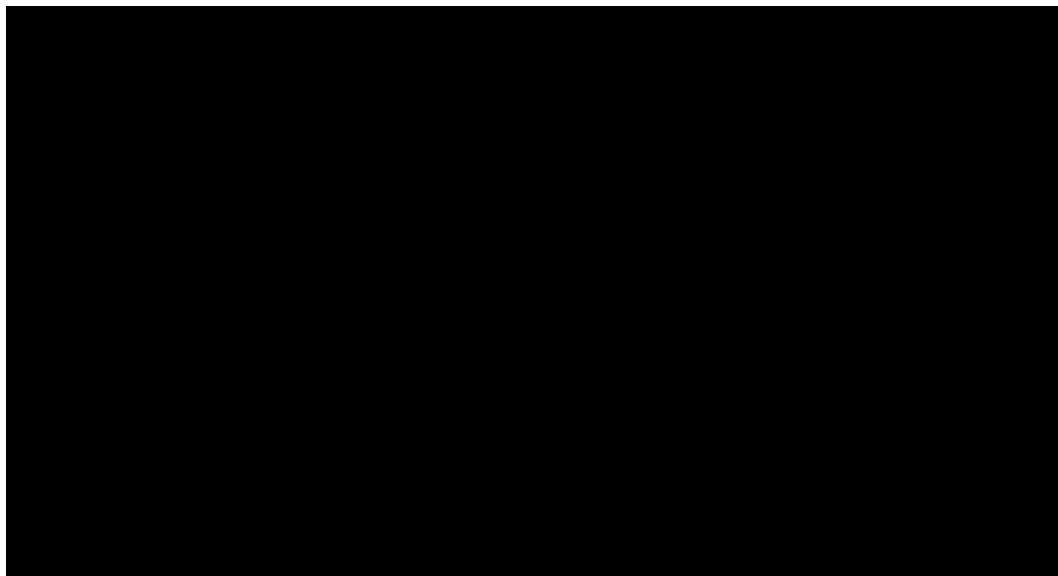
4.6 Départ à la retraite

Au cours de l'année 2013, 14 agents ont fait valoir leurs droits à la retraite.

4.7 Mouvement du personnel par catégorie

Les mouvements de personnels ont concerné 24 agents en 2013 dont 23 départs de la société. Les principaux départs sont les retraites (14) et décès (06).

Tableau n° 18 : Mouvement du personnel par catégorie.



NB : Les agents en position de mise en disponibilité sont toujours dans l'effectif.

4.8 Rémunération

Le montant total des composantes salariales à fin décembre 2013 s'élève à un montant de FCFA 5,16 milliards dont entre autres accessoires de salaires :

Il a été aussi payé au cours de l'exercice 2013, au profit des ayants droits des agents en activité décédés, des indemnités de capitaux décès pour un montant total de FCFA 27 068 984. Le paiement des indemnités de départ à la retraite aux agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite a été assuré par l'IFC à laquelle la SONEB a souscrit en 2012. L'allocation d'arbre de Noël aux enfants du personnel d'un montant de FCFA

16 240 000, le montant des actions sociales octroyé à l'endroit du personnel éplorés et agents décédés s'élève à FCFA 3 150 000.

4.9 Relations professionnelles, accords collectifs et conventions collectives

La Convention collective de la SONEB a été mise en application par note de service N°230/13/SONEB/DG/DRH/DF/DCG/DSI du 05 juillet 2013 avec effet financier rétroactif pour compter du 1^{er} janvier 2013.

4.10 Relations avec les organisations syndicales et sociales

Le climat social a été apaisé en 2013 entre la Direction Générale et les partenaires sociaux. Le SYNINT-SONEB a tenu son congrès ordinaire à la suite duquel le bureau exécutif national a été mis en place. L'Amicale des Femmes de la SONEB a également renouvelé les instances dirigeantes lors de son congrès constitutif du 29 juin 2013.

4.11 Relations avec les organisations syndicales et sociales

Les subventions aux partenaires sociaux ont été liquidées à raison de FCFA 750 000 par organisation syndicale.

Sur le plan social, les allocations forfaitaires ont été octroyées à 32 agents éplorés, aux ayants droits de 04 agents retraités décédés et de 06 agents décédés.

Les demandes d'allocations familiales sont régulièrement transmises à la CNSS et le paiement des quatre trimestres de l'année 2013 ont été effectifs pour les agents ayant leurs dossiers à jour.

Le contrat d'assurance maladie groupe a été renouvelé à bonne date et les cartes de santé sont délivrées à tout le personnel. Les remboursements des factures sont régulièrement faits.

4.12 Régularisation de situations administratives

En 2013, la régularisation des bonifications a été effective. A ce titre, 10 agents ont reçu leur bonification d'échelons conformément à l'ancienne convention collective. 54 agents ont bénéficié de leur bonification d'échelons conformément à la nouvelle convention collective de la SONEB. Les rappels subséquents ont été payés aux intéressés pour un montant total de FCFA 85 133 169.

Par ailleurs sept (07) régularisations d'avancement ont été faites.

4.13 Formations

Des actions de formation au profit du personnel ont été organisées au cours de l'exercice 2013. L'exécution du plan de formation triennal s'est poursuivie en 2013 et a été réalisée à 23%.

A ce titre, le total du nombre d'heures de formations est de 225 heures, soit 09 jours ouvrables. Il est constitué de 74 heures pour les actions de formation au CFME, 89 heures pour les formations exécutées par des cabinets extérieurs, 50 heures pour les formations Gestion Clientèle et GRH du progiciel G d'Or et 12 heures pour les cercle de réflexion.

Il est à signaler qu'au cours de l'année 2013, 10 formateurs internes ont été sélectionnés et ont suivi la formation des formateurs en andragogie.

4.14 Elaboration des fiches de postes

180 fiches de postes ont été élaborées sur les 194 postes identifiés pour être décrits, soit un taux d'exécution de 93%.

4.15 Gestion des avancements

Au titre de l'année 2013, 386 agents devraient être avancés dont 138 pour le premier semestre et 248 pour le second semestre. Les travaux préparatifs des avancements du second semestre 2013 sont en cours et seront achevés au cours du mois de janvier 2014 du fait des retards de transmission des fiches d'appréciation à la DRH.

4.16 Conditions de travail, d'hygiène et de sécurité

Sur le plan de la santé, les travailleurs de la SONEB et les membres de leurs familles sont régulièrement pris en charge à l'Infirmierie de l'Entreprise. Ils bénéficient également de l'Assurance maladie groupe souscrite par la société près de la NSIA Bénin., couvre la période du 25 juillet 2013 au 24 juillet 2014.

a) Activités de soins curatifs

Au cours de l'année 2013, 292 consultations ont été effectuées au niveau de l'Infirmierie de l'Entreprise, dont 193 nouveaux cas (112 hommes et 81 femmes) et 99 anciens cas (72 hommes et 17 femmes).

Les affections généralement rencontrées sont le Paludisme (40%) suivi des affections broncho-pulmonaires (15%) et les affections digestives (13%).

Par ailleurs, au titre de l'année 2013, 1134 jours d'arrêt de travail ont été enregistrés dont 112 jours accordés dans les hôpitaux et autres centres de santé.

b) Activités préventives

Au titre de ces activités, il est à noter essentiellement :

- la visite médicale annuelle 2013, débutée effectivement le 07 octobre 2013 se poursuit et prendra fin le 25 Janvier 2013. Les travailleurs de la Direction Générale et des Directions Régionales de Cotonou, de Porto-Novo, de Parakou et de Natitingou ont été déjà examinés. La prise en charge des agents des Directions Régionales d'Abomey-Bohicon et de Lokossa est prévue pour la deuxième quinzaine du mois de janvier 2013 ;
- la vaccination des agents des Directions Régionales de Parakou et de Natitingou contre la Méningite ;
- la communication pour un changement de comportement en matière des risques professionnels et le VIH/SIDA se poursuit par le personnel médical e les pairs éducateurs ;
- la formation des membres du Comité IST-VIH/SIDA de la SONEB élargie aux Pairs éducateurs, aux partenaires sociaux, aux chefs secteurs administratifs et aux représentantes de l'Amicale des Femmes de la SONEB (AMIFA).

5. GESTION FINANCIÈRE

La gestion financière de l'exercice 2013 est exposée à travers les chiffres caractéristiques (approuvés par le Conseil d'Administration en sa session du mardi 29 avril 2013) relatifs à la gestion patrimoniale et celle de l'exploitation. Ils sont résumés ainsi qu'il suit :

	(En millions FCFA)	
Rubriques	2013	2012
Gestion patrimoniale		
Actif immobilisé net	57.023	47.507
Ressources stables	73.235	60.157
Actif circulant net	18.525	21.321
Passif circulant	10.228	13.676
Trésorerie nette	7.915	5.236
Données d'exploitation		
Chiffre d'affaires	17.289	16.779
Valeur d'ajoutée	10.752	9.869
Excédent brut d'exploitation	5.593	5173
Résultat d'exploitation	612	378
Résultat financier	-372	-295
Résultat Hors activités ordinaires	3.138	2.212
Résultat net	3.091	2.167
Capacité d'autofinancement globale	5.040	4.661

Les commentaires découlant de cet extrait des états financiers sont à récupérer au niveau du rapport de gestion exercice 2013.

5.1 Autres informations financières

5.1.1 Indice de Recouvrement

Cet indicateur sera décliné en indice de recouvrement sur l'Administration Centrale, sur clients Particuliers gérés au niveau des Directions régionales et en indice de recouvrement global. Il consiste à rapporter l'ensemble des encaissements de la période aux émissions de la même période.

a) Indice de Recouvrement sur l'Administration Centrale

Outre la performance remarquable obtenue au titre du cumul des impayés au 31/12/2012 avec 8,6 milliards de FCFA recouverts sur 9,7 milliards de FCFA de créances soit un taux de 89%, l'Etat Béninois a également payé au titre de 2013, 712 millions de FCFA sur des émissions de 3,01 milliards de FCFA, soit un taux de 23,63%. Ainsi, l'indice de recouvrement de l'Administration Centrale s'établit à 297%.

b) Indice de Recouvrement sur Clients Particuliers

Il est de 97% au titre de l'exercice 2013 contre 105% prévus.

c) Indice de Recouvrement des ventes globales

L'indice de recouvrement des ventes globales couvre tous types de clients de la SONEB. Pour l'exercice 2013, il est de 130%. Il résulte du rapport de l'encaissement total de 23,76 milliards de FCFA sur le montant global de 18,24 milliards de FCFA des ventes facturées pour la même période.

5.1.2 Délai crédit client

Le montant des créances clients nettes au bilan 2013 (12.193 millions FCFA) rapporté au chiffre d'affaires TTC (19.342 millions FCFA) de vente d'eau, de location compteur et de travaux permet de dégager un délai de crédit client moyen de 227 jours en 2013, pour 314 jours en 2012.

Cette forte diminution de 28% en 2013 par rapport à 2012, résulte en grande partie des efforts considérables effectués par l'Administration Centrale pour le paiement des arriérés d'impayés au 31 décembre 2012 et du paiement non négligeable enregistré sur les émissions de 2013. Les deux parties doivent maintenir le "CAP" pour le bon fonctionnement de la SONEB.

6. AUTRES ACTIVITES MANAGERIALES

La mise en place des Contrats d'Objectifs de Performances entre le Directeur Général et les Responsables des structures centrales et régionales a donné une véritable impulsion au système managérial de l'entreprise. Elle a été renforcée par l'élaboration du rapport mensuel consolidé des activités réalisées par les structures centrales.

Cette partie du présent rapport d'activités général sera consacrée à une synthèse des autres grandes réalisations de l'entreprise en 2013.

6.1 Audit interne et Inspection

Le programme annuel de contrôle pour l'année 2013 a été exécuté globalement à 91%. Les missions essentielles effectuées sont entre autres :

- audit de gestion de 3 agences ;
- audit des projets et du processus de passation des marchés et des commandes;
- Contrôle des inventaires de fin d'année ;
- inspection des activités des agences et/ou divisions ;
- inspection des activités des contrôleurs régionaux ;
- suivi de recommandations en audit et en inspection ;
- Un nombre de 16 autres contrôles spécifiques, hors programme annuel, ont été réalisés sur demande de la hiérarchie.

6.2. Planification et Etudes

- Plan directeur eau

L'actualisation du Plan d'Investissement du système d'AEP d'Abomey-Calavi démarrée en 2012 est achevée et le rapport provisoire est disponible. L'élaboration et la finalisation du rapport d'achèvement du Programme Pluriannuel d'appui au secteur Eau et Assainissement, phase I (PPEA I) avec le secrétariat permanent du programme et la mission de Suivi Evaluation Externe Périodique (SEEP) fut aussi une importante réalisation.

- Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise (PPDE)

La SONEB dispose d'un Plan Prévisionnel de Développement de l'Entreprise. Aux termes de la première édition, 2007 – 2011, de ce document d'orientation stratégique de l'entreprise, le processus de son actualisation, amorcé en 2011, a connu son achèvement par sa validation en 2013 pour l'horizon 2012-2016.

- Modèle Financier

La simulation financière de l'entreprise a connu un développement notable à travers sa formalisation sous le nom de « Modèle Financier ». Il permet de suivre l'équilibre financier du sous secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain en fonction des volumes d'investissements. Sa mise à jour régulière assure le maintien de

sa capacité prédictive et de la pertinence des analyses financières et des décisions qui en résultent. La dernière mise à jour du Modèle Financier est réalisée respectivement en janvier et décembre 2013 pour les données technico-commerciales et les états financiers de 2011 et 2012.

- Pot commun

Le « Pot Commun AEP urbaine » est un mécanisme de financement de projets qui est coordonné par le Groupe Technique de Coordination (GTC), organe suprême de décision. Les rapports d'avancement de l'exercice 2012 et au 31 août 2013 du « Pot Commun AEP Urbaine » ont été élaborés et validés par le Groupe Technique de Coordination (GTC) respectivement lors des sessions tenues le 16 avril et le 04 octobre 2013.

- Contrat-Plan

L'activité relative au Contrat-Plan a été très intense en 2013. Une Communication rendant compte des résultats de l'exécution du contrat plan pour les exercices 2011 et 2012 est élaborée et transmise à la présidence pour approbation en Conseil des Ministres. De même un projet de Communication portant contrat plan Etat – SONEB, 2014-2016, validé par le comité interministériel de suivi lors de sa session des 16 et 27 septembre 2013 est élaboré et soumis à la signature du MERPMEDER pour être transmis à la Présidence pour approbation.

6.3. Au plan juridique et archivages

Le Département Juridique, du Contentieux, de la Documentation et des Archives a joué un rôle important en 2013, de part ses attributions et les termes de son Contrat d'Objectif de Performances. L'archivage de la plupart des structures centrale a permis de désengorger les installations de la Direction Générale en améliorant les conditions au travail par une plus grande aération des bureaux. Le DJCDA a contribué autant que faire ce peut, au recouvrement en procédure judiciaire. 60% des créances en contentieux dont il avait la charge au regard du COP 2013, ont été recouvrées.

Au cours de l'année 2013, le DJCDA a porté ses avis techniques sur plusieurs projets de contrat, de convention et autres dossiers contentieux.

6.4. Au plan du système d'information

Outre la poursuite régulière des maintenances des interconnexions des Liaison BLR+VSAT et du système informatique en collaboration avec le prestataire GC attributaire des marchés conclus à cet effet, le Département des Systèmes d'Information a réalisé en 2013 entre autres, les tâches essentielles ci-après:

- Banalisation de l'encaissement et des autres opérations de gestion clientèle ;
- Finalisation de l'installation du nouveau pylône de la DG,
- Maintenance de l'infrastructure du réseau local et distant,
- Maintenance préventive et curative du parc informatique,
- Elaboration de cartographie de risque informatique,
- Diverses formations et appuis à d'autres structures,
- La formation des Chefs de divisions sur l'encaissement informatisé ;
- La gestion de l'apurement des impayés et des avances sur consommation ;

6.5. Au plan du contrôle de gestion

a. Gestion budgétaire

Le budget 2013 a été élaboré dans l'optique d'une meilleure maîtrise et une bonne utilisation de cet outil de gestion. Des objectifs réalistes et réalisables ont été retenus de façon participative entre la Direction Générale et tous les Responsables tant dans la sphère centrale que régionale. Le budget 2013 a été élaboré et adopté par le Conseil d'Administration le 24 septembre 2012, dans les délais réglementaires et approuvé par le Conseil des ministres en sa session du 16 janvier 2013.

Les engagements de dépenses de charges que d'investissements ont été exécutés conformément audit budget.

Les charges décaissables engagées sont de 11,98 milliards FCFA pour 14,57 milliards FCFA prévus, soit un taux d'exécution global de 82%.

Les produits encaissables constatés sont de 17,47 milliards FCFA pour 21,50 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 81%.

Les principales causes de l'insuffisance de réalisation des produits encaissables sont exposées dans le rapport de l'exécution du budget 2013.

Les engagements d'investissements et projets se sont élevés à 15,11 milliards FCFA pour 17,79 prévus, en exécution de 85%. Ceux engagés sur fonds propres sont de 1,03

milliards FCFA pour 5,86 milliards prévus, soit 18%) et ceux sur financement extérieur (PTF et Budget national) atteignent 14,08 milliards FCFA pour 11,93 milliards prévus, soit 118%.

Pour une trésorerie finale prévue de 8,98 milliards FCFA, il a été réalisé à fin 2013 un montant de 7,91 milliards FCFA, soit 88% de réalisation. Le déficit de 1,5 milliard FCFA estimé par la non application des tarifs d'eau prévus justifie essentiellement cette performance moyenne.

b. Contrat d'Objectifs de Performances

Le Département de Contrôle de Gestion a efficacement animé l'une des grandes innovations managériales de l'année 2013, à travers l'élaboration et l'évaluation des Contrats d'Objectifs de Performances assignés à tous les Directeurs Centraux et Régionaux. Ils ont permis de booster le système managérial et ont pesé substantiellement dans la production des résultats obtenus par l'entreprise.

c. Comptabilité analytique

Les coûts de revient 2012 de l'eau ont été déterminés ainsi que les prix de cession sur la base du coût unitaire moyen pondéré (CUMP) et des tarifs sur le marché en attendant la fin des travaux de la commission mise en place pour l'exploitation de la « plateforme » Achat-stocks du progiciel Gd'Or. La saisie des unités d'œuvre de janvier à décembre 2013 pour l'opérationnalisation de Gd'Or comptabilité analytique est aussi effectuée.

6.6. Au plan de la Communication

Pour une meilleure information de la clientèle et des Partenaires de la SONEB et accroître sa visibilité, la Direction Générale a opté pour l'intensification des actions de communication grâce entre autres, à la mise en place et à l'animation d'un site web, soneb.com, la signature des contrats de partenariat avec les radios, le journal LA NATION et autres mass-média locaux.

CONCLUSION

En 2013, la SONEB s'est résolument engagée dans les actions de développement par la modernisation de sa gestion ainsi que l'amélioration de la productivité de son personnel.

Elle s'est davantage attelée à mettre les Partenaires Techniques et Financier ainsi que l'Etat Béninois à travers la bonne exécution des projets de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable.

Le concours de toutes ses actions avec un personnel laborieux a permis d'atteindre des performances encourageantes au titre de l'année 2013.

Au nombre de ces performances, on peut citer, s'il était encore besoin de rappeler :

- Le taux d'eau non comptabilisée maîtrisée à un niveau acceptable de 23,8% au vu du benchmarking ;
- Le taux de recouvrement de 80% des créances sur l'Administration Centrale pour les factures restées impayées au 31/12/2012, et 24,5% sur les factures émises au titre de 2013 ;
- Le taux de desserte est passé de 63% en 2012 à 67% en 2013, soit un accroissement de 6%. Il représente l'optimum des actions nécessaires pour la marche vers l'objectif de 75% à l'horizon 2015 (OMD), et celles devant assainir le portefeuille par la sortie des clients mauvais payeurs.

Les principales difficultés rencontrées par la SONEB en 2013 sont liées d'une part à la grande crise énergétique connue par la SBEE, seul fournisseur du premier intrant pour la production d'eau potable, et d'autre part la non application des nouveaux tarifs d'équilibre. L'effet concomitant de ces deux événements a impacté gravement non seulement la production mais aussi le chiffre d'affaires. La mise en place du nouveau mode de facturation appliqué seulement pendant 4 mois sur 12 (septembre à décembre 2013), n'a pu permettre d'assurer la couverture des charges d'exploitation projetée pour l'année (101% contre 106%).

Le présent rapport a pour intérêt d'étayer les résultats techniques, commerciaux et financiers exposés et commentés sur la base des tableaux et illustrations graphiques qui l'ont alimenté. Il permettra élucider les principaux enseignements ainsi que les actions correctives qui conviennent à la résorption des contre performances.

Eu égard à tout ce qui précède et dans l'optique de faire progressivement de la SONEB, une entreprise de référence dans la sous région, des recommandations seront formulées pour relever les défis ci-après :

- La prise de toutes les dispositions pour réaliser les sauts de 4 points l'an jusqu'au 2015, échéance fatidique des 75% des OMD ;
- L'amélioration de la réduction des pertes lors de la distribution de l'eau potable ;
- le maintien des opérations de recouvrement et la préservation du portefeuille client représentant la base du potentiel commercial ;
- la prise de toutes les dispositions pour la réalisation régulière et selon les délais contractuels des travaux payés par les clients ;
- la promotion des Contrats d'Objectifs de Performance et la rémunération équitable de leur exécution ;
- la poursuite des actions de maîtrise des charges pour relever le niveau de couverture des charges d'exploitation à 106% ;
- l'adéquation de la politique budgétaire avec les capacités d'exécution, notamment le budget d'investissement.